Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 38 (1946)
Heft: 10

Artikel: La première année économique de l'après-guerre
Autor: Wyss, Edmond
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384484

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La première année économique de l'après-guerre

Par M. *Edmond Wyss*

L'après-guerre a apporté à notre pays une prospérité économique exceptionnelle et à laquelle presque personne ne s'était attendu, surtout pas... les économistes. Cette évolution favorable, mais qui n'est pas exempte de dangers, est en somme assez surprenante; en effet, en se plaçant au point de vue théorique et à en juger d'après les expériences faites à l'issue de la première guerre mondiale, on avait tout lieu de penser que la cessation des hostilités serait suivie d'une crise de brève durée. Il est vrai qu'on avait également enregistré une période de prospérité après la fin de la première conflagration mondiale; mais cette « conjoncture » ne s'était produite que quelques mois après l'armistice, c'est-à-dire au printemps 1919, alors qu'à l'issue du dernier conflit, le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix a eu lieu pour ainsi dire sans heurt, et cela bien que les difficultés rencontrées par notre pays dans son approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires eussent été cette fois-ci beaucoup plus grandes qu'il y a vingt-cinq ans.

De même, la base des deux « booms » d'après-guerre est différente. En ce qui concerne la durée du « boom » actuel, on semble également être en présence de facteurs entièrement différents de ceux qui avaient été déterminants à l'issue de la première guerre mondiale. Cette fois-ci, les besoins accumulés et les exigences de la reconstruction sont beaucoup plus grands, ce qui donne à penser que la période de prospérité sera sensiblement plus longue. En outre, la prospérité de 1919 avait accusé des tendances inflationnistes beaucoup plus prononcées que celles qu'on constate aujourd'hui, tendances dues, d'une part, aux énormes bénéfices de guerre réalisés par l'économie privée et, de l'autre, à la montée vertigineuse des prix provoquée par une demande excessive et qu'un contrôle des prix nettement insuffisant n'était pas parvenu à freiner; ainsi, on enregistra dans tous les pays une nette inflation.

Après ces considérations d'ordre général, nous allons examiner l'évolution dans les différents compartiments de l'économie suisse; ici et là, nous reproduirons en outre — à titre de comparaison et aussi pour caractériser la situation actuelle — certaines données relatives aux conditions économiques après la première guerre mondiale.

Marché de l'argent et des capitaux

Pendant les années qui suivirent celles de 1918/1919, le marché suisse de l'argent avait été tendu. Cet état de choses était notamment imputable à l'augmentation constante des prix, à l'am-

pleur des crédits, aux nombreuses émissions et aux constants besoins financiers de la Confédération, sans parler de l'accroissement des impôts sur les plans fédéral, cantonal et communal.

En revanche, le marché de l'argent a été caractérisé, pendant et après la seconde guerre mondiale, par une grande liquidité. Même après la libération des emprunts émis en avril dernier par la Confédération, on a enregistré derechef un accroissement des disponibilités, encore qu'il n'ait pas réussi à compenser entièrement les effets du drainage d'argent provoqué par l'émission des emprunts. En outre, le marché de l'argent a été alimenté, bien que dans une modeste mesure, par l'or et les devises repris par la Banque Nationale. En revanche, le reflux de billets de banque, lequel avait jusqu'alors contribué sensiblement à la liquidité du marché monétaire, s'est arrêté à la fin de la période faisant l'objet du présent rapport. Pendant les mois de juin-juillet 1946, les sorties de billets de banque dépassèrent de nouveau les entrées, ce qui est dû principalement au tourisme, lequel implique chaque année, à cette saison, une demande accrue de billets de banque.

La forte liquidité du marché des capitaux continue à exercer une influence modératrice sur les taux d'intérêt. Tenant compte du recul du rendement des obligations, le Conseil fédéral a fixé, pour l'emprunt fédéral émis en avril, un taux d'intérêt de 3¼%, alors que le taux appliqué auparavant pour les titres du même genre était de 3½%. Ce mouvement de recul s'est étendu également à d'autres secteurs du marché des capitaux; c'est ainsi qu'à fin mai la Banque Cantonale Zurichoise — qui est le plus important établissement hypothécaire de toute la Suisse — a réduit son taux d'intérêt de ¼% pour les hyppothèques de premier rang, tout en abaissant parallèlement les taux pour les dépôts d'épargne, et qu'elle a été suivie en cela, à intervalles très rapprochés, par toute une série d'autres établissements du même genre. Les chiffres ci-après — qui se rapportent au rendement, déterminé d'après les cours boursiers, de douze emprunts fédéraux importants — illustrent la baisse des taux d'intérêt enregistrée sur le marché des capitaux:

		Pour-cent
Moyenne annuelle	1942	3,15
» »	1943	3,32
» »	1944	3,27
» »	1945	3,29
Fin juin	1945	3,31
» octobre	1945	3,26
» décembre	1945	3,26
» mars	1946	3,13
» juin	1946	3,04
9 août	1946	3,03

Mais comment ce recul du rendement des obligations s'explique-t-il? Si, malgré la disproportion existant entre les besoins de capitaux et la formation d'épargne, il ne se produit pas —

comme on pouvait l'attendre — une hausse des taux d'intérêt, mais qu'au contraire le rendement moyen des obligations diminue, cela est dû à la mise en circulation de moyens supplémentaires qui servent, dans une large mesure, aux investissements. A ce propos, il sied d'attirer l'attention sur l'évolution, au cours des dernières années, des réserves d'or et de devises de la Banque Nationale. L'afflux constant de réserves monétaires permet en effet de stabiliser le niveau des taux d'intérêt, et cela indépendamment des besoins d'argent relativement importants posés par le stockage et la distribution des marchandises. Depuis la fin de la guerre, le montant total des réserves monétaires suisses — à savoir celles de la Confédération plus celles de la Banque Nationale — a passé, entre fin avril 1945 et fin juin 1946, de 4870 à 6196 millions, accusant ainsi une augmentation de 1326 millions.

Quant aux capitaux qui sont offerts en plus de ceux qui proviennent de l'épargne courante, ils représentent en premier lieu, selon toute vraisemblance, des sommes thésaurisées. Pendant la période envisagée, la tendance à la thésaurisation a fortement diminué et d'importants capitaux restés sans emploi (montants en espèces et sommes déposées dans les banques) ont été affectés et continuent d'être affectés à des investissements. Dans ces conditions, une baisse des taux d'intérêt est tout à fait explicable. A son tour, cette dernière permet de comprendre pourquoi le rendement des obligations tend à diminuer.

Durant la première année d'après-guerre, le marché suisse des actions a été très ferme. C'est ainsi que l'indice général des actions a passé de 184 à 243 entre la fin d'avril 1945 et le début d'août 1946, tandis que celui des actions industrielles avançait même, pendant la même période, de 292 à 369. Etant donné que la seconde guerre mondiale a eu pour conséquence de réduire les réserves mondiales de marchandises dans une beaucoup plus grande mesure que cela n'avait été le cas à la suite du premier conflit — d'où l'on peut déduire que la période de haute conjoncture durera plus longtemps — et que, d'autre part, les cours étaient très bas à la fin des hostilités, le mouvement ascendant constaté jusqu'ici peut être considéré comme parfaitement naturel.

La revalorisation du dollar canadien et de la couronne suédoise — mesure prise en juillet 1946 afin d'empêcher des augmentations de prix exagérées et qui a naturellement affecté tous les pays entretenant des relations commerciales suivies avec le Canada et la Suède — a soudainement provoqué, chez nous, une vive discussion sur la

question monétaire.

On s'est alors demandé, dans de vastes milieux, si la Suisse ne devrait pas suivre l'exemple de la Suède. Cependant, les adversaires d'une telle mesure relevèrent avec insistance que ce problème ne se posait pas chez nous avec la même urgence qu'en

Suède, la structure de notre commerce extérieur étant différente. Le Conseil fédéral partagea cet avis et il déclara que la question d'une revalorisation du franc suisse n'était pas actuelle.

Mais pourquoi donc la Suède a-t-elle revalorisé sa monnaie? Eh bien simplement dans le dessein d'enrayer une nouvelle hausse des prix! A ce propos, un de nos informateurs suédois nous écrit ce qui suit: « La revalorisation de la couronne qui a été opérée à mi-juillet a eu pour cause l'évolution inégale des prix indigènes et des prix à l'importation, ce qui impliquait un danger pour les prix suédois... » « La revalorisation, à raison de 14%, de la couronne suédoise doit être considérée en premier lieu comme une mesure de protection contre une nouvelle hausse des prix à l'importation, hausse qu'on avait tout lieu de redouter après que le gouvernement des Etats-Unis eut décidé, vers le milieu de l'année, de supprimer le contrôle des prix, d'où la possibilité de développements imprévisibles... » Comme on voit, la revalorisation de la couronne suédoise a été dictée avant tout par des considérations relatives à la situation économique en général et aux prix en particulier. Evidemment, la Suède pouvait prendre une telle mesure d'autant plus facilement qu'elle n'avait pas distribué son ancien bénéfice de dévaluation, de sorte qu'elle n'avait subi aucune perte sur ses réserves d'or. Mais il semble bien — pour peu qu'on puisse apprécier la situation actuelle — que les résultats qu'on attendait de l'expérience suédoise n'ont pas été obtenus et qu'en tout cas l'espoir de voir baisser sensiblement et rapidement les prix ne s'est pas réalisé.

Quant à savoir si, en raison de l'évolution actuelle, une révaluation du franc suisse s'impose vraiment, c'est là une question à laquelle on ne saurait répondre ni affirmativement ni négativement. Au demeurant, les discussions qui continuent à se dérouler chez nous sur ce thème, cela malgré la décision négative du Conseil fédéral, reflètent les opinions les plus contradictoires, opinions qui vont de l'acceptation de principe au rejet dûment motivé. Pour notre part, nous pensons qu'il est préférable, avant de se prononcer pour ou contre, d'attendre de voir comment évolueront les prix sur le plan international et, en particulier, aux Etats-Unis. Et encore ne faut-il jamais oublier que si les manipulations monétaires peuvent exercer une influence sur la conjoncture, elles ne sont en revanche pas capables de l'orienter dans un sens donné; pour cela, il faut une coordination de mesures dans tous les domaines qui influencent l'économie.

La discussion relative au franc suisse a été provoquée en premier lieu par l'évolution de notre

commerce extérieur

depuis la fin de la guerre. Dans ce domaine, les choses se présentent à peu près de la même façon qu'après la première guerre mondiale. Le deuxième trimestre de 1919 avait alors été marqué

par une très forte reprise du commerce extérieur, les importations et les exportations prenant un essor considérable, tant en quantité qu'en valeur. Cependant, les données relatives au commerce extérieur de la Suisse pendant la première année d'après-guerre 1945/1946 sont encore plus favorables. En effet, l'indice quantitatif pondéré des valeurs calculé pour les importations et les exportations a non seulement atteint il y a peu de temps le niveau de 1938, mais il l'a encore dépassé de quelques points pendant certains mois.

Indice quantitatif pondéré des valeurs du commerce extérieur
(1938 = 100)

	Indice des importations	Indice des exportations
1945:		
Juillet	25	65
Août	28	64
Septembre	30	60
Octobre	48	74
Novembre	64	75
Décembre	89	70
1946:		
Janvier	80	66
Février	88	80
Mars	107	99
Avril	98	93
Mai	101	105
Juin	104	96
Juillet	106	121
Août	100	96

Les importations ont augmenté d'une manière exceptionnellement forte, ce qui s'explique par le fait que l'état de nos approvisionnements était devenu très précaire à la fin de la guerre. Et pourtant nous ne recevons pas encore de l'étranger tout ce qui serait nécessaire pour faire disparaître la pénurie que l'on enregistre toujours dans le secteur des matières premières et des denrées alimentaires.

Mais ce sont surtout les exportations qui ont contribué à la prospérité économique qu'on constate chez nous depuis la fin des hostilités. Dans ce domaine, la Suisse connaît actuellement un véritable « boom », à tel point que des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer des mesures tendant à freiner cette évolution, que d'aucuns considèrent comme dangereuse et anormale. Certes, si l'on se fonde uniquement sur les chiffres relatifs aux livraisons suisses à l'étranger, et surtout sur l'indice quantitatif pondéré des valeurs (exportations), on est en droit de prétendre que le volume de ces livraisons n'a pas encore pris une ampleur anormale. Mais il faut tenir compte en l'occurrence non seulement des exportations visibles, mais encore des exportations invisibles, lesquelles comprennent les achats des permissionnaires américains et, en particulier, ceux des touristes étrangers. Ainsi

donc, notre pays court le risque d'être pillé dans toutes les règles de l'art, ce qui ne laisse pas d'être assez inquiétant; en effet, si ces achats se traduisent par un afflux d'argent, ils ont en revanche pour conséquence de réduire fortement nos réserves de marchandises et, en outre, de faire monter le niveau des prix à l'intérieur du pays. D'autre part, on continue de constater, bien que l'état de nos approvisionnements se soit amélioré pendant le premier semestre de 1946, un déséquilibre flagrant entre l'approvisionnement réel en marchandises et les besoins accumulés, de sorte qu'il n'est pas possible, même avec des importations accrues, d'assurer un ravitaillement suffisant du marché intérieur. En effet, la capacité de production de l'économie helvétique est trop faible pour permettre tout à la fois de satisfaire la demande étrangère de produits suisses et de couvrir les besoins indigènes. C'est sous cet angle qu'il faut considérer le rôle que l'industrie d'exportation joue dans le « boom » actuel. Ses possibilités d'écoulement étant très favorables, cette industrie s'efforce de développer son appareil de production en ce sens qu'elle absorbe du matériel et des forces productives non seulement pour la production courante, mais aussi pour des investissements, si bien que cette branche de l'économie contribue à accentuer la surexpansion et le suremploi dans une beaucoup plus grande mesure que cela semble être le cas lorsqu'on se borne à examiner les chiffres relatifs aux exportations. Bien qu'on ne possède pas de données numériques au sujet de l'ampleur de ces investissements — on ne dispose même pas d'estimations approximatives — on peut admettre sans aucun risque de se tromper qu'ils sont sensiblement supérieurs à ceux d'avant-guerre. En effet, s'il n'en était pas ainsi, on ne pourrait guère s'expliquer pourquoi, alors que le volume des exportations est à peu près le même que celui d'avant-guerre, le nombre des personnes occupées est supérieur de plus de 300 000. En raison de la situation exceptionnellement favorable dans laquelle elle se trouve, l'industrie d'exportation — qui a de tout temps payé des salaires relativement élevés — est maintenant capable de rétribuer encore mieux les personnes qu'elle occupe, ce qui contribue à accroître le pouvoir d'achat d'une grande partie de notre population, ce dont profite en dernière analyse l'ensemble de l'économie, y compris l'économie intérieure; mais, d'autre part, les exportations, qui ne se heurtent à aucune limite en matière de prix, provoquent une hausse des prix et des salaires dans les autres branches de l'économie, ce qui cause un préjudice à l'économie intérieure en ce sens que cette dernière se voit privée d'une partie, souvent importante, de la main-d'œuvre dont elle a besoin pour assurer une production normale.

De leur côté, les importations risquent elles aussi d'exercer une influence néfaste sur les prix indigènes. En effet, la hausse des prix enregistrée aux Etats-Unis s'est répercutée sur l'ensemble du marché mondial. Pour la Suisse, qui doit acheter à l'étranger

une proportion appréciable des quantités de vivres dont elle a besoin et la presque totalité des matières premières qui lui sont nécessaires, cela a pour conséquence de renchérir les importations et, par voie d'incidence, d'influencer défavorablement les prix indigènes. Or, notre pays ne saurait échapper à la vague de renchérissement qui déferle sur le monde, sauf peut-être si on revalorisait le franc suisse ou du moins si on libérait le cours du dollar.

De la manière dont le commerce extérieur se présente actuellement, il apparaît toujours plus nettement que c'est la

question des prix

qui déterminera l'évolution future de notre économie. Après deux années pendant lesquelles le niveau des prix est resté assez stable, il est manifeste que ce niveau risque d'augmenter derechef. Il est vrai que, grâce au contrôle des prix et au rationnement, les prix n'ont jusqu'ici pas augmenté, et de loin, aussi fortement que cela avait été le cas à l'issue de la première guerre mondiale, période pendant laquelle le renchérissement s'était élevé à environ 120% par rapport à 1914. Au contraire, le niveau des prix accusait au milieu de 1946, une baisse — très minime à vrai dire — au regard de 1945. Voici les indices pour le commerce de gros et pour le commerce de détail:

Indice du coût de la vie
(1914 = 100)

	Commerce de gros	Indice général	Dont: Nourriture	Habillement	Chauffage et éclairage	Loyer
			1914 = 100			
1939	111	138	132	121	116	174
1944	223	208	215	247	158	175
1945	221	209	215	254	163	176
1945:						
Juillet	222	210	217	254	165	176
Août	223	210	216	254	165	176
Septembre	222	210	216	254	165	176
Octobre	220	208	213	257	165	176
Novembre	219	207	210	257	166	176
Décembre	214	207	210	257	166	176
1946:						
Janvier	215 *	207	210	257	167	176
Février	213	206	208	257	167	176
Mars	214	205	206	257	167	176
Avril	213	205	206	258	167	176
Mai	213	206	208	258	168	178
Juin	213	207	209	259	170	178
Juillet	214	207	209	259	170	178

* Ne peut pas être comparé directement avec les indices précédents.

Les chiffres ci-dessus montrent que les espoirs placés dans une sensible baisse des prix après la cessation des hostilités se sont révélés illusoires. Les mesures de vaste portée prises l'an dernier

en vue de faire baisser les prix n'ont pas donné les résultats escomptés. Depuis le printemps 1946, les prix de gros et le coût de la vie ont augmenté derechef. Et la tendance au renchérissement a encore été renforcée du fait que le Conseil fédéral a décidé, cédant en cela à la pression des producteurs, d'augmenter le prix du lait à raison de 3 ct. par litre. Cette augmentation a provoqué automatiquement un renchérissement du beurre et du fromage. En outre, elle entraînera selon toute probabilité une hausse des prix du bétail de boucherie. Ainsi donc, une augmentation dans un secteur se répercute presque inévitablement dans tous les secteurs connexes.

Inutile de dire que nous sommes les derniers à contester aux paysans le droit de gagner convenablement leur vie. Car il va de soi que l'agriculture doit pouvoir — comme le font d'ailleurs toutes les autres branches de l'économie — tenir compte, dans l'établissement de ses prix, de l'augmentation des frais de production. Seulement, il faut aussi qu'elle reconnaisse que l'accroissement de son revenu ne saurait avoir lieu uniquement aux dépens d'autres milieux de la population. Si donc nous contestons le bien-fondé de la dernière revendication de la classe paysanne — non point tant pour des raisons de principe que parce que nous estimons qu'elle allait trop loin et que le Conseil fédéral a eu tort d'y donner suite — nous ne le faisons certainement pas dans l'intention de donner raison à certains milieux capitalistes qui voient dans l'augmentation du prix du lait et ses répercussions probables sur les frais de production, un grave danger pour l'industrie. Non, nous nous élevons contre cette augmentation parce qu'elle touche en tout premier lieu la classe laborieuse. Car enfin personne ne contestera que les travailleurs organisés aient montré pendant toute la guerre la plus large compréhension à l'égard des revendications paysannes, qu'ils aient admis franchement que les agriculteurs méritaient, au point de vue économique, un meilleur sort que celui qui leur avait été dévolu pendant la crise des années trente. Aussi bien ont-ils été à même, depuis 1939, d'améliorer leur revenu réel d'une manière non négligeable. D'après les enquêtes faites par l'Union suisse des paysans, le rendement brut des entreprises agricoles était en moyenne, en 1945, de 70% plus élevé qu'en août 1939, alors que pendant la même période l'Etat a attendu des ouvriers et des employés qu'ils consentent à de très gros sacrifices matériels. Or c'est précisément à cause de tout cela que nous déplorons la récente augmentation du prix du lait. Car dans la mesure où le salaire réel d'avant-guerre a été atteint, il en résulte derechef une disparité entre les prix et les salaires, et les salariés appartenant à des catégories pour lesquelles le renchérissement n'a toujours pas été entièrement compensé — c'est notamment le cas du personnel des services publics et des employés de commerce — se voient ainsi encore plus désavantagés qu'auparavant. Au demeurant, ce renchérissement affecte non point les commer-

çants et les industriels, auxquels le « boom » actuel permet de réaliser d'énormes bénéfices, mais bien tous ceux qui sont de toute façon, sous le régime capitaliste, les dindons de la farce — et cela aussi bien en temps de crise qu'en période de prospérité — et dont la plupart gagnent juste assez pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires.

Si nous nous élevons contre le récent renchérissement des produits laitiers, c'est aussi parce qu'il paraît injustifié du point de vue de l'économie nationale. En effet, l'équilibre réalisé depuis la fin des hostilités entre les prix et les salaires est de nouveau sérieusement menacé. « L'évolution du niveau des prix — déclare le professeur Marbach — constitue le problème le plus important qui se pose dans le domaine de la politique économique suisse. C'est de la solution qui sera donnée à ce problème que dépendra le sort du franc suisse, lequel fait d'ores et déjà l'objet d'une légère inflation. » Dans notre régime économique actuel, toute augmentation des prix est suivie tôt ou tard par une augmentation des salaires, laquelle provoque à son tour une nouvelle hausse des prix, ce qui compromet dangereusement les chances futures de notre économie et, en particulier, la capacité de concurrence de notre industrie. Aujourd'hui, alors que la pénurie de marchandises est énorme, les prix ne jouent pas un rôle décisif; mais ils seront plus tard déterminants pour ce qui est de nos possibilités d'écoulement à l'étranger.

Il est vrai qu'on prétend souvent que l'évolution du niveau général des salaires est la cause de la hausse des prix. Or, si l'on examine la structure des

salaires

depuis la fin de la guerre et si l'on recourt à cet effet aux enquêtes entreprises par l'Ofiamt au sujet des gains horaires réels, on se rend bientôt compte de l'inanité de cette assertion. Voici les chiffres y relatifs:

	Indice des gains à l'heure	
	Nominal	Réel
Août 1939	100	100
Juin 1945	144,2	93,7
Juillet	146,5	95,5
Août	146,5	95,5
Septembre	146,5	95,5
Octobre	151,1	99,9
Novembre	151,1	99,9
Décembre	151,1	99,9
Janvier 1946	154,4	103,0
Février	154,4	103,0
Mars	154,4	103,0
Avril	159,4	105,1
Mai	159,4	105,1
Juin	159,4	105,1

L'indice des gains nominaux à l'heure était donc à fin juin de 59,4% plus élevé que celui de la période janvier-août 1939. Or, comme le coût de la vie a augmenté parallèlement de 51,6%, le salaire réel moyen des ouvriers industriels est seulement de 5,1% supérieur au niveau enregistré juste avant la guerre. Voilà comment se présentent les majorations « considérables » de salaires, majorations qui risquent fort d'être en réalité inférieures au chiffre précité, les enquêtes de l'Ofiamt ne constituant qu'une statistique très incomplète. Il est d'ailleurs hors de doute que les salaires réels de certaines catégories d'ouvriers accusent toujours une perte par rapport à l'avant-guerre.

Nous devons exiger à tout le moins que tous les travailleurs soient mis sans délai au bénéfice du salaire réel d'avant-guerre. Mais il va sans dire que la classe travailleuse ne peut et ne veut pas se contenter de cela. A une époque où les patrons et les capitalistes s'enrichissent d'une manière incroyable, il n'est que juste que les salariés puissent eux aussi améliorer leur position sociale, ce qui n'a guère été le cas jusqu'ici, à quelques rares exceptions près. Les travailleurs organisés n'entendent nullement renoncer à la lutte parfaitement justifiée qu'ils mènent pour améliorer leur situation économique et rien ne les fera abandonner cette lutte, même pas certaines informations inventées de toutes pièces et lancées par ceux qui cherchent à faire accroire que le renchérissement actuel est imputable au relèvement des salaires — qui reste d'ailleurs excessivement modeste. Il ne faut du reste jamais oublier que le coût de la vie a commencé à augmenter dès le début de la guerre, tandis que les salaires restèrent tout d'abord stationnaires et qu'ils ne furent adaptés que beaucoup plus tard au renchérissement. L'élévation du niveau des prix a dévalorisé la rétribution du travail, tandis qu'elle a accru la marge de profit. Les pertes plus ou moins grandes subies par le salaire réel autorisent la classe ouvrière suisse à exiger des salaires qui ne se bornent pas à compenser le renchérissement; car le seul rétablissement du salaire réel de 1939 ne saurait en aucun cas lui permettre de couvrir les besoins d'articles d'usage courant qu'elle n'a pu satisfaire au fur et à mesure pendant la guerre et qui se sont par conséquent accumulés au cours de six années.

Mais il va de soi que le salarié ne peut admettre que les majorations de salaires soient purement et simplement neutralisées par des hausses de prix. Car cela équivaut tout simplement à mettre en mouvement la fameuse spirale; en d'autres termes, on assiste alors à une course entre les prix et les salaires, course qui finit toujours par ébranler profondément les bases mêmes de l'économie. Pour éviter un tel état de choses, il faut absolument orienter dans une nouvelle direction notre politique économique. « Sans modification du régime actuel des salaires, le travailleur sera dans

l'impossibilité d'obtenir le salaire réel auquel il a droit », déclarait récemment le professeur Böhler. L'équilibre social ne peut être réalisé que par une augmentation de la part du rendement économique qui revient aux salariés. Les théories modernes relatives au plein emploi indiquent la voie à suivre pour atteindre ce but. Elles prévoient des majorations de salaires au détriment des marges de profit, marges qui doivent être restreintes par des mesures économico-politiques. De cette façon, on peut conjurer le danger d'une hausse des prix de caractère inflationniste. Une autre possibilité de résoudre le problème des prix et des salaires sans mettre en mouvement la spirale de l'inflation consiste à faire intervenir l'Etat pour régler les rapports entre employeurs et employés, celui-ci imposant les superbénéfices pour en faire profiter indirectement les travailleurs, les ressources ainsi obtenues étant affectées en partie à des buts sociaux et utilisées pour le reste en vue de faire baisser le coût de la vie. Mais il va de soi que cela ne peut être mis en pratique que par un gouvernement à l'abri de toute influence capitaliste et uniquement désireux d'assurer le bien-être du peuple.

*

Quels enseignements pouvons-nous tirer des expériences faites pendant la première année économique de l'après-guerre? Comme nous l'avons déjà dit, la fin du conflit a été marquée en Suisse non point par le chômage qu'on avait redouté, mais bien par une prospérité presque sans précédent et qui a donné une impulsion exceptionnellement forte à presque toutes les branches de l'économie; et tout donne à penser que ce « boom » n'est pas près de se terminer. Tant qu'à l'intérieur du pays et à l'étranger l'approvisionnement en marchandises restera en disproportion flagrante avec la demande, on n'a pas à craindre de sérieux revers. Et même si les besoins devaient être couverts en deux ou trois ans dans quelques pays d'Europe ou aux Etats-Unis, il n'en ira pas de même, et de longtemps, dans de grands espaces économiques.

Cela dit, il n'en reste pas moins que la période de prospérité que notre économie traverse en ce moment présente, à côté de nombreux avantages, des inconvénients qui ne sont nullement négligeables. Au cours de l'année que nous venons d'examiner, on a vu se poser maints problèmes — renchérissement, course entre les salaires et les prix, signes de pénurie dus aux achats des touristes étrangers — qui risquent fort de causer pas mal de soucis aux organes chargés de diriger notre politique économique. Pour parer aux dangers qui menacent ainsi notre économie, nous avons besoin d'une politique conséquente et méthodique. Or, nous sommes encore bien loin de compte, comme cela avait d'ailleurs été déjà le cas pendant la grande crise d'entre les deux guerres; bien plus, la politique économique pratiquée par la Confédération

est caractérisée, aujourd'hui comme alors, par l'absence de toute ligne directrice. Et, dans les milieux de la bourgeoisie possédante, on n'est pas médiocrement satisfait de voir que le Conseil fédéral est incapable de dominer la situation. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'on pouvait récemment lire ce qui suit dans le bulletin hebdomadaire de la Banque J. Bär, de Zurich: « Puisque l'Etat est dans l'impossibilité de résoudre le problème de la quadrature du cercle, pourquoi ne donne-t-il pas plus de liberté à l'économie privée? Ce serait bien plus simple! »

Mais nous ne l'entendons nullement de cette oreille. Nous demandons que l'Etat agisse avec plus de méthode et qu'il montre davantage de fermeté dans toutes les questions où l'intérêt général est en jeu. Au Conseil fédéral de décider s'il veut faire une politique économique digne de ce nom ou s'il veut abdiquer. S'il prend le premier parti, il faut alors qu'il indique dans quelle direction il entend aller. Et encore ne faut-il pas trop se faire d'illusions à ce sujet, tant il est vrai qu'il est impossible, en régime capitaliste, d'empêcher l'irruption d'une crise économique. Ainsi qu'on pouvait le lire récemment dans une « correspondance syndicale », une politique conjoncturelle active exige une volonté de réforme. Or, comme cette volonté fait défaut et comme, d'autre part, la situation politique présente ne permet guère d'envisager pour l'instant la transformation du régime économique à base capitaliste en une économie dirigée de caractère coopératif et socialiste, les ouvriers et les employés organisés doivent forcer les autorités à faire ce qui est dans l'intérêt du peuple suisse tout entier et non plus ce qui profite uniquement à certains groupements économiques dont l'esprit de lucre et l'égoïsme ne sont que trop connus. Caveant consules!